

Rapport d'activités 2023-2024



Table des matières

L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice	03
Recherche	04
Projets de recherche	05
Consultations publiques	19
Collaborations externes	22
Collaborations internationales	24
Gouvernance, fonctionnement et administration	25
Gouvernance de l'Institut	26
Activités des instances de l'IQRDJ	28
Personnel d'administration et de recherche	29
Communications	31
Financement et partenariats	32

Préparé par:

Pierre Noreau, Président

Alexandra Pasca, Directrice générale

Photos:

Conférence FOLRAC-FORDC par Adrian Codreanu
iStock



L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice

Créé en 2018, l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) est un organisme indépendant. Ses travaux documentent les grandes orientations susceptibles de fonder les futures législations. Ils visent l'ajustement continu des lois et du système judiciaire aux besoins contemporains de la société et de l'État de droit.

Les travaux de l'IQRDJ sont fondés sur deux axes complémentaires :

1. La recherche appliquée et interdisciplinaire, ainsi que
2. La consultation publique dans l'orientation et la définition des lois.

En effet, l'IQRDJ accorde une importance centrale à la consultation et à la participation publiques, chaque fois que ses travaux exigent une meilleure compréhension des attentes des citoyens, des praticiens et des acteurs sociaux en matière de droit et de justice.

Dans le cadre de ses activités de recherche, l'IQRDJ prend appui sur l'avis d'un Comité scientifique.

Les recherches menées par l'IQRDJ sont conduites dans le respect des conditions éthiques de la recherche. Les rapports de l'IQRDJ constituent des publications évaluées par des pairs. Sur le plan juridique, il s'agit de pièces de doctrine.

Financé d'une manière qui assure son autonomie et indépendance, l'IQRDJ mobilise des compétences dans toutes les facultés de droit au Québec, et, au-delà des sciences juridiques, dans plusieurs autres disciplines et domaines de la connaissance. Il fait également appel à l'expertise des praticiens.

L'IQRDJ collabore avec des organismes en réalisant la même mission, au Canada et à l'étranger. Il s'intéresse notamment à l'harmonisation des normes dans une perspective qui s'inscrit dans la tradition juridique québécoise.

Ainsi, l'IQRDJ entretient des relations permanentes avec tous les segments du monde juridique et de la société civile, de manière à s'assurer de la pertinence sociale de ses travaux.

Recherche

La première mission de l'IQRDJ est la conduite de travaux de recherche interdisciplinaire sur les conditions d'évolution et de réforme de la législation et de la justice.

6 nouveaux projets

L'année 2023-2024 a été riche, tant au regard des projets initiés que des activités de recherche menées et finalisées par l'IQRDJ. Plus d'une quinzaine de projets sont en cours, dont plusieurs à l'initiative de l'IQRDJ, notamment :

- LEXIS sur la participation citoyenne à la définition des lois
- Justice familiale interjuridictionnelle
- Bilan des législations en habitation

Cette année a été marquée par la conception de (6) nouveaux projets :

- Sondage omnibus sur l'Intelligence artificielle
- Régimes d'exception : une étude complémentaire sur la Loi sur la sécurité publique
- Une justice de proximité pour les communautés mal desservies, en partenariat avec les Centres de justice de proximité (CJP)
- Enquête sur le rapport à la diversité, mandat de la Commission des droits et libertés de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)
- Justice en ligne, mandat du Tribunal administratif du Québec (TAQ)
- Inventaire des réformes dans les juridictions de droit civil, préparé à l'attention de la Conférence pour l'harmonisation des lois du Canada (CHLC)

9 rapports produits

L'IQRDJ a déposé neuf (9) rapports de recherche portant sur les sujets suivants :

- Réforme des Cours municipales
- Justice et santé mentale (revue de la littérature)
- Régimes d'exception (rapport empirique sur l'expérience COVID)
- Évaluation de la politique IA de SOQUIJ
- Trois rapports sur l'encadrement juridique de l'IA :
 - › IA et Responsabilité professionnelle
 - › IA et Responsabilité civile
 - › IA Droits et libertés de la personne et risques de discrimination
- Harmonisation des lois en actions collectives (rapport d'étape soumis à la CHLC)
- Coentreprise / joint-ventures (rapport d'étape soumis à la CHLC)



	Projets et opérations courantes	Sources de financement	Avancement
1	Caméras portatives des policiers	Ministère de la Sécurité publique	Rapport produit
2	Justice de la famille et de la jeunesse	MJQ	Rapport produit
3	Justice municipale (de proximité)	MJQ	Consultation terminée 4 Rapports produits
4	Régimes d'exception	Secrétariat aux affaires canadiennes, Chambre des notaires – Fonds d'études notariales, Fondation du Barreau, Faculté de droit UdeM, Faculté de droit ULaval, Département des sciences juridiques Faculté de droit UQAM, Faculté de droit UMcGill, Faculté de droit UOttawa, Faculté de droit USherbrooke	Projet de recherche démarré Approbation éthique obtenue Recherche en cours Rapport empirique produit Étude complémentaire Subvention obtenue
5	Justice en ligne (virtuelle)	Fondation du Barreau	Subvention obtenue Approbation éthique obtenue Recherche en cours
6	Bilan des législations en habitation	OCPM, IQRDJ	Phase préparatoire Équipe constituée
7	Évaluation de la politique IA de SOQUIJ	SOQUIJ	Rapport produit
8	Justice et Santé mentale	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Rapport sur la revue de la littérature déposé Consultations en cours Sondage en préparation
9	Harmonisation des législations en matière d'action collective	IQRDJ, CHLC	Équipe constituée Rapport d'étape soumis
10	Harmonisation des lois (joint-venture)	IQRDJ, CHLC	Équipe constituée Rapport d'étape soumis
11	Inventaire des réformes	IQRDJ, CHLC	Recherche en cours
12	Justice familiale interjuridictionnelle	IQRDJ	Phase préparatoire En voie de financement
13	LEXIS	Centre de recherche en sciences humaines (CRSH)	Phase préparatoire Subvention obtenue
14	Encadrement juridique de l'IA	Ministère de la Justice du Québec	3 Rapports produits
15	Sondage omnibus sur l'IA	IQRDJ, Barreau du Québec	Phase préparatoire
16	Justice en ligne	En attente de financement (TAQ)	Phase préparatoire Équipe constituée
17	Enquête sur le rapport à la diversité sociale	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	Phase préparatoire
18	Une justice de proximité pour les communautés mal desservies	Fonds d'études notariales (FEN) Centres de justice de proximité (CJP)	Phase préparatoire Équipe constituée

*RAPPORTS INITIÉS PAR L'IQRDJ



Dans le cadre de ces projets de recherche, l'IQRDJ salue le travail accompli par la Directrice scientifique, la professeure **Maya Cachecho** ; ainsi que les membres du Comité scientifique, les professeur(e)s : **Marie-Ève Arbour, Jean-Marie Dufour, David Lefrançois, Bertrand Lavoie, Doris Farget et Geneviève Nootens.**



1- Projet de recherche : Caméras portatives des policiers

Ce projet portait sur le port et l'usage de caméras portatives (parfois appelées caméras corporelles) dans le cadre des activités policières courantes au Québec. Il est le produit d'un mandat confié à l'IQRDJ par le ministère de la Sécurité publique.

Le projet comportait trois chantiers de recherche complémentaires permettant de documenter:

- la « réception sociale » de ces nouvelles technologies,
- les effets associés à leur implantation et à leur usage sur la pratique policière et les effets du recours à ces appareils sur la nature (la structuration et la régulation) des relations entre policiers et citoyens.

Les données tirées de chaque chantier ont permis une analyse croisée des dimensions reliées à l'implantation et à l'usage de ces caméras. Le projet est fondé sur les données tirées de 4 projets pilotes initiés par la Sureté du Québec dans les MRC de Rimouski-Neigette, Vallée de l'Or, Beauharnois-Salaberry et Drummond.

Les réalisations

Le projet a donné lieu à la constitution, en juin 2021, d'une équipe issue du domaine de la criminologie, dirigée par le professeur Rémi Boivin de l'Université de Montréal. La recherche a conduit à la rédaction d'un premier rapport en mars 2022, soumis au ministère de la Sécurité publique (MSP). Un second rapport final a été déposé en décembre 2022. Les rapports de l'IQRDJ ont été rendus publics, à la suite d'un communiqué de presse du MSP. Une table-ronde a été tenue le 20 février 2023, diffusée notamment sur la chaîne Youtube du Centre international de criminologie comparée (CICC). Un Balado a également été monté puis diffusé en avril 2024 sur les enjeux entourant le port des caméras portatives, dans la foulée du rapport produit par l'IQRDJ.

Les résultats de la recherche ont alimenté le rapport du Comité de travail sur l'implantation des caméras portatives réuni par le MSP et dont le rapport, déposé en juin 2022, s'appuie directement sur les travaux de l'équipe - projet de l'IQRDJ. Le président de l'IQRDJ a assuré les interactions entre le comité et l'équipe-projet de manière à assurer l'indépendance de l'équipe de recherche.



2- Projet de recherche : Justice de la famille et de la jeunesse

Ce projet portait sur la création d'un Tribunal spécialisé en droit de la famille et de la jeunesse. Il est le produit d'un mandat confié à l'IQRDJ par le ministère de la Justice du Québec.

La question posée dans le cadre du projet portait sur les conditions de création d'un Tribunal unifié de la famille au Québec.

Abordé de façon schématique, le rapport a été structuré en fonction des trois chantiers distincts :

- **Chantier 1 :** Services d'accompagnement en matière de justice familiale;
- **Chantier 2 :** Enjeux constitutionnels et structuraux entourant la création d'un Tribunal spécialisé de la famille et de la jeunesse;
- **Chantier 3 :** Solutions procédurales susceptibles de conduire à un traitement unifié des dossiers de justice familiale.

Les réalisations

Le rapport final a été transmis au ministère de la Justice du Québec en février 2023. Il a été rédigé par les professeurs Shana Chaffai-Parent et Johanne G. Clouet de la Faculté de droit de l'UdeM, la professionnelle de recherche Valentine Fau de l'IQRDJ, la postdoctorante Élisabeth Godbout du Département de psychologie de l'UQTR, les professeurs Noura Karazivan et Karine Millaire de la Faculté de droit de l'UdeM, la professeure Karine Poitras du Département de psychologie de l'UQTR, la professeure Catherine Turbide du Département de psychosociologie et travail social de l'UQAR et le professeur Daniel Turp de la Faculté de droit de l'UdeM.



3- Projet de recherche : Justice municipale (de proximité)

La recherche comprend les chantiers suivants :

- **Chantier 1 :** Une étude de contenu et une synthèse des travaux réalisés au sujet de la réforme de la justice municipale au cours de la période 2000-2020

Ce chantier est achevé. Le Rapport final, rédigé par le professeur Guillaume Rousseau de l'Université de Sherbrooke, a été transmis au ministère de la Justice du Québec.

- **Chantier 2 :** Une étude comparée des modèles, des structures, des instances et des services de justice de proximité au sein d'autres juridictions

Ce chantier est achevé. Le Rapport final, rédigé par le professeur Stéphane Bernatchez et son équipe de recherche de l'Université de Sherbrooke a été transmis au ministère de la Justice du Québec.

- **Chantier 3 :** Une étude statistique de l'activité des cours municipales

Ce chantier porte sur l'analyse comparée des juridictions municipales, sur une période standard exploitant les banques de données judiciaires des différentes juridictions municipales québécoises. Il est dirigé par la professeure Chloé Leclerc de l'Université de Montréal, en collaboration avec les professeur(e)s Dominique Bernier de l'UQAM et Yanick Charrette de l'Université Laval.

À la demande du ministère de la Justice du Québec, l'IQRDJ poursuit la réalisation du projet Justice municipale (de proximité). Cette étude est fondée sur l'évolution des cours et de la justice municipale au Québec dans le cadre d'une analyse comparée.

Les réalisations

Les rapports des chantiers 1 et 2 ont été déposés au ministère de la Justice en 2021 et le 22 janvier 2022. Un Rapport de synthèse, rédigé par le professeur Pierre Noreau, a été transmis au ministère de la Justice du Québec le 25 janvier 2023. Le dépôt du rapport sur la statistique judiciaire au sein des juridictions municipales est prévu pour l'automne 2023.



4- Projet de recherche : Régimes d'exception

Le projet sur les Régimes d'exception a été initié par l'IQRDJ, financé par le Secrétariat des relations canadiennes (SQRC), la Fondation du Barreau du Québec et le Fonds d'études notariales (FEN). Il concerne la définition des paramètres d'un régime applicable à la gouvernance publique et juridique de la société québécoise en contexte de crise. En effet, la pandémie a démontré les limites d'un régime de gouvernance totalement centré sur la santé publique,

de même qu'elle pose la question de l'action publique dans le cadre de crises susceptibles de frapper ultérieurement la société québécoise, qu'elles soient d'origine économique, informatique, environnementale, financière, etc.

Cette question est en lien avec les mécanismes juridiques et politiques nécessaires à une réponse adaptée au contexte institutionnel québécois et fédéral.

Le projet porte notamment sur :

- un premier bilan empirique de la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19;
- un second bilan empirique de la mise en application de la Loi sur la sécurité civile, ainsi que sur
- la comparaison internationale et systématique des régimes d'exception établis au sein d'autres juridictions.

Les réalisations

Une revue de la littérature a été préparée, ciblant tant la partie théorique du projet que sa partie comparative. Plus d'une vingtaine d'entretiens semi-dirigés ont été menés auprès de juges, de fonctionnaires, de représentants des corps policiers et de directeurs de santé publique pour partager leurs expériences au sujet de la gestion de la crise de la COVID-19. Un premier rapport empirique a été déposé le 12 octobre 2023.

Les résultats de la recherche prendront la forme d'un Rapport public de recherche avec des recommandations (au cours de l'année 2024) proposant deux ou trois modèles de régime d'exception applicables à la gouvernance politique et juridique de la société québécoise en contexte de crise.

Les résultats du projet seront aussi publiés dans le cadre d'articles « grand public » dans les médias nationaux. On prévoit également la diffusion de billets sur le blogue du Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance (CrRDG) et sur les réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook), de même que la production de courtes vidéos présentant le rapport final du projet et l'enregistrement de segments de conférences scientifiques prononcées par les chercheurs de l'équipe qui seront par la suite diffusés sur la chaîne Youtube de l'IQRDJ.



5- Projet de recherche : La justice en ligne (virtuelle)

L'équipe de l'IQRDJ a élaboré un projet de recherche en partenariat avec le Laboratoire de Cyberjustice de l'Université de Montréal. Il a été déposé dans le cadre de l'appel à projets de la Fondation du Barreau. Sa réalisation est rendue possible dans le cadre d'une subvention de 30 000 \$ octroyée par la Fondation du Barreau du Québec.

Ce projet porte sur les effets des pratiques de justices dématérialisées, notamment sur le droit à la protection des renseignements personnels et la protection de la vie privée.

Les réalisations

Une équipe de chercheurs a accepté de prendre en charge la réalisation du projet : il s'agit d'Évelyne Jean-Bouchar, professeure à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, et Nicolas Vermeys, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, ainsi que les assistants de recherche Luka Théo Sanchez et Javiera Araya-Moreno.

L'équipe de recherche a finalisé l'analyse documentaire préliminaire et a obtenu les approbations éthiques qui ont permis le démarrage des recherches et des travaux empiriques. Les réalisations de cette année incluent plus précisément la formation d'une équipe interuniversitaire de recherche, l'analyse juridique et documentaire préliminaire, le choix d'une juridiction particulière où la recherche empirique sera menée (le Tribunal des professions) et l'élaboration d'un protocole éthique (Université de Montréal et Université Sherbrooke).



6- Projet de recherche : Bilan des législations en habitation

Il s'agit d'un projet dont la réalisation a été proposée à l'IQRDJ par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Les chantiers de recherche

Le projet comporte trois chantiers portant respectivement sur :

- la tenue d'un atelier exploratoire sur l'avenir de l'habitation à Montréal,
- la conduite d'une recherche documentaire sur le cadre juridique de l'habitation à Montréal,
- la rédaction collaborative de cahiers d'informations sur le cadre juridique de l'habitation destinés à la population montréalaise.

Les réalisations

Une équipe de chercheurs a accepté de prendre en charge la réalisation d'entretiens exploratoires : il s'agit de Guillaume Rousseau, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et de Charles Breton- Demeule, doctorant à la Faculté de droit de l'Université Laval.

Les discussions en vue de l'élaboration définitive du projet doivent reprendre au cours de l'année 2024-2025.



7- Projet de recherche : Évaluation de la politique IA de SOQUIJ

Ce mandat a été confié à l'IQRDJ par SOQUIJ. Le projet concerne l'évaluation de la politique de protection des renseignements personnels établie dans le contexte d'un éventuel recours de SOQUIJ aux possibilités offertes par l'Intelligence artificielle (IA).

L'objectif du projet est d'évaluer les effets pratiques et l'opérationnalité de la politique développée par SOQUIJ et non de la définir. Il s'agit ici d'évaluer la correspondance de cette politique avec les dispositifs de la récente *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (Loi 25). Plus largement, il s'agit d'une étude sur l'effectivité de la loi et d'une politique qui en découle, et non d'une définition de politique. Il a été convenu que cette étude d'effectivité cadrerait avec le mandat de l'IQRDJ, soit la conception, mais également l'évaluation des réformes du droit.

Les réalisations

L'équipe réunie pour la réalisation de ces travaux est composée des professeurs Karim Benyekhlef et Nicolas Vermeys, de la Faculté de droit de l'UdeM, ainsi que des professionnels de recherche Valentin Callipel et Sylvain Longhais rattachés à la même faculté.

Le rapport a été déposé le 29 août 2023.



8- Projet de recherche : Justice et Santé mentale

Le ministre responsable des services sociaux (MSSS) a confié un mandat de recherche et de consultation à l'IQRDJ portant sur la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental représente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (LPP). Ce mandat vise à examiner de manière indépendante et transparente les divers enjeux entourant la LPP et à proposer des solutions concrètes pour améliorer la protection des personnes concernées, tout en tenant compte des perspectives de l'ensemble des parties prenantes.

Les réalisations

Le mandat se déclinera en cinq chantiers (5) :

1. État des lieux de la situation en santé mentale au Québec, incluant une analyse de la littérature et des études
2. Enquête de terrain menée auprès de la population et des personnes impliquées dans de telles situations (intervenants, familles, etc.)
3. Forum des acteurs
4. Sondage public
5. Dépôt de mémoires des parties prenantes concernées par la LPP, suivi de la formulation de recommandations basées sur l'analyse des mémoires et de l'enquête de terrain.

Ainsi, le mandat comportera à la fois un aspect recherche (juridique et interdisciplinaire) et un aspect de consultation et de participation publiques.

L'équipe des chercheurs et le comité accompagnateur sont constituées. La revue de l'état des connaissances (revue de la littérature) qui constitue la première phase du projet a été déposée le 31 mars 2024. Les consultations sont en cours. L'appel à mémoire est lancé.



9- Projet de recherche : Harmonisation des législations en matière d'action collective

Ce projet de réforme vise entre autres à accroître l'accès à la justice et la protection du public dans le cadre de l'action collective, notamment en palliant certains problèmes engendrés par des procédures multi-territoriales concurrentes.

Les réalisations

À l'initiative de l'IQRDJ, un groupe de travail a été constitué en février 2024, composé de praticien.nes d'horizons diversifiés et d'universitaires différentes qui œuvrent dans quatre provinces, ainsi qu'au sein du système de justice fédéral :

- Pr Jérémy Boulanger-Bonnely, président (Université McGill – Québec),
- Me Andréane Joannette-Laflamme (Justice Canada – Fédéral),
- Me Clara Poissant-Lespérance (Trudel Johnston & Lespérance – Québec),
- Me Emmanuelle Rolland (Audren Rolland – Québec),
- Pr Gerard Kennedy (University of Alberta),
- Pr Guillaume Laganière (Université du Québec à Montréal – Québec),
- Pr Hassan Ahmad (University of British Columbia),
- Pre Jasminka Kalajdzic (University of Windsor – Ontario),
- Me Opeyemi Bello et Me Mandy Kinzel comme substitut (Gouvernement de l'Alberta) et Me Rima Kayssi (Justice Québec).

La recherche est en cours notamment avec l'assistance de William Gogas, étudiant à la Faculté de droit de l'Université McGill.

Le groupe de travail s'est réuni en février et le 9 mai 2024 afin de discuter des enjeux qui, selon l'expérience de ses membres, se posent actuellement dans la pratique des actions collectives. Un rapport a été déposé le 22 mai 2024, en français et anglais. Le rapport sera présenté en août 2024 à la Conférence pour l'harmonisation des lois du Canada (CHLC) à Ottawa.



10- Projet de recherche : Coentreprise

Ce projet, initié par l'IQRDJ, vise à étudier les principaux enjeux juridiques soulevés par le recours aux coentreprises. Le comité de travail est composé des membres suivants : Maya Cachecho, professeure à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et Directrice scientifique à l'IQRDJ, Michel Deschamps de McCarthy Tétrault QUÉBEC, Christopher Langton de McCarthy Tétrault TORONTO, Peter Lown de l'Institut de Réforme du droit de l'Alberta / CHLC, Paul Martel de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L., Rebecca Warner du Gouvernement de l'Alberta.

Un rapport préliminaire a été déposé et présenté en août 2023 à la Conférence pour l'harmonisation des lois du Canada (CHLC) à Charlottetown.

11- Projet de recherche : Inventaire des réformes

La CHLC diffuse annuellement une mise à jour des travaux de réformes entrepris dans les autres juridictions. L'Alberta Law Reform Institute (ALRI) effectue cet inventaire pour les juridictions de common law. L'IQRDJ produira un inventaire de même type qui rendra compte des projets de réformes initiés dans les pays de droit civil. La recension est en cours et bénéficie de l'assistance de M. William Gogas, étudiant à la Faculté de droit de l'Université McGill. Un premier rapport sera déposé en janvier 2025.



12 - Projet de recherche : Justice familiale interjuridictionnelle

Ce nouveau projet, initié par l'IQRDJ, vise à étudier empiriquement l'expérience des familles en contexte de rupture, engagées dans des dossiers familiaux interjuridictionnels nécessitant l'intervention de tribunaux différents. Plus précisément, le projet vise à documenter empiriquement les difficultés associées à l'absence d'un Tribunal unifié de la famille (TUF), à l'aide d'entrevues menées auprès des familles (pères, mères et enfants), mais également auprès des juges, des praticiens et des intervenants. Ce projet constitue donc une suite logique au rapport de l'IQRDJ sur la justice de la famille et de la jeunesse déposé au MJQ.



13 - Projet de recherche : LEXIS - Participation citoyenne à la définition des lois

L'IQRDJ souhaite poursuivre le développement de sa mission de Consultation publique en s'associant au projet de recherche Législation, Innovation et Société (LEXIS). Ce projet étudie les conditions de participation des citoyens et des citoyennes à la définition des Lois. Il a pour objectif d'analyser les conditions d'émergence des thèmes qui justifient ces délibérations, les dispositifs ou les stratégies mobilisées par ceux qui en prennent l'initiative, les procédures qui favorisent la mobilisation et la participation des personnes qui s'y engagent, les mécanismes qui permettent l'agrégation des résultats de ces délibérations et en assurent la portée. LEXIS conduira à la modélisation de systèmes délibératifs favorables à la participation citoyenne et à l'étude des conditions de leur institutionnalisation. Ce partenariat consacré à l'étude des conditions de la participation citoyenne à la définition des lois, réunit 61 co-chercheurs et 28 collaborateurs œuvrant dans 34 universités canadiennes et étrangères. Le projet s'appuie sur la collaboration de 37 partenaires, dont l'IQRDJ. Ce projet comporte un chantier qui vise à mener des expérimentations à 4 niveaux : local, provincial, national et international. L'équipe de chercheurs, basés au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, est composée de chercheurs de générations différentes, issus de 10 disciplines.

Une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) a été obtenue en avril 2024.

14 - Projet de recherche : Encadrement juridique de l'IA

L'IQRDJ a été interpellé par le MJQ, qui a pris contact avec le Conseil de l'Innovation du Québec, concernant l'encadrement juridique de l'IA. L'équipe est composée de chercheurs de plusieurs universités (UdeM, ULaval, UQAM, UOttawa) et experts en TI.

Trois rapports ont été déposés au MJQ sur les chantiers suivants :

- L'IA et la responsabilité professionnelle
- L'IA et la responsabilité civile
- L'IA, les droits et libertés de la personne et les risques de discrimination.

Plusieurs autres chantiers pourraient être entrepris sur le sujet, notamment sur :

- L'obligation d'information relative aux biens dangereux
- Le droit du travail
- La question des données
- Un régime d'indemnisation
- La protection des renseignements confidentiels
- Le recours aux décisions automatisées au sein de l'État
- Un régime d'évaluation du risque et de la justification sociale
- La propriété intellectuelle et le droit québécois

15 - Projet de recherche : Sondage omnibus IA

Dans le cadre du projet sur l'intelligence artificielle, un sondage omnibus a été construit. Cinq questions seront posées dans ce sondage omnibus afin d'obtenir des informations sur l'avenir de la profession d'avocat et l'intelligence artificielle.



16 - Projet de recherche : Justice en ligne (TAQ)

Le Tribunal administratif du Québec a mandaté l'Institut pour la conception d'un projet de recherche sur les exigences et les contraintes associées à la justice en ligne. Ce projet aura pour but d'identifier les besoins des personnes non-représentées engagées dans un dossier dont l'audition est prévue en ligne en se fondant sur l'expérience de ceux qui ont antérieurement connu cette situation. Une première version du projet a été proposée au TAQ.



17 - Projet de recherche : Enquête sur la diversité (CDPDJ)

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a mandaté l'Institut pour reconduire une enquête réalisée à la demande de la CDJPDJ en 2015. Un comité scientifique a été créé à cet effet. Ce comité scientifique est composé de spécialistes en droits et libertés de la personne issus de diverses disciplines et universités. Le nouveau projet est en cours de développement. Le dépôt du rapport de recherche est prévu à l'hiver 2025.



18 - Projet de recherche : Une justice de proximité pour les communautés mal desservie

L'objectif principal du projet est d'adapter services de justice destinés aux populations marginalisées qui sont moins susceptibles d'y recourir. Le projet est fondé sur la définition des exigences qui devraient accompagner le développement de services de proximité. On entend ainsi adapter les méthodes de travail auxquels on recourt plus couramment dans d'autres domaines d'intervention comme le secteur de la santé, des services sociaux ou de l'action communautaires. Le projet vise à comprendre les besoins de ces populations et à tester les modalités d'intervention susceptibles de mener au développement d'une nouvelle approche en matière de services juridiques de proximité.

Il s'agit d'un projet de recherche-action, mené en partenariat avec les Centres de justice de proximité (CJP) et financé par le Fonds d'études notariales (FEN)

Consultation publique

La mission de l'IQRDJ vise un plus grand accès au droit et à la justice. À cette fin, il doit notamment s'assurer de la contribution directe du public à la définition de ses orientations.

Dans cette perspective, l'IQRDJ a organisé en 2020-2021 la Grande Assemblée du Droit et de la Justice. L'objectif de cette consultation publique était d'associer les citoyens et les citoyennes à la définition des orientations, des thèmes et des enjeux susceptibles d'orienter les priorités futures de l'Institut. Il s'agissait également de faire connaître l'IQRDJ dans l'espace public et de créer des partenariats, tant au sein de la communauté juridique (déjà largement représentée au sein de l'IQRDJ) qu'au sein de la société civile. Les principales étapes de cette vaste consultation publique sont brièvement rappelées dans le cadre du rapport d'activités 2020-2021.

À l'occasion de la Grande Assemblée du Droit et de la Justice du 19 mars 2021, plus de 150 citoyens ont participé au débat.

Dans la foulée de la Grande Assemblée, le Conseil exécutif a créé trois comités de suivi, composés chacun de six à huit membres du Conseil de l'IQRDJ, afin de concevoir des priorités sous la forme de projets durant l'année 2021-2022 et 2022-2023. Ceux-ci ont remis et présenté leur rapport final au Comité exécutif et aux membres du Conseil de l'Institut le 20 mars 2024.

- le Comité sur la participation citoyenne
- le Comité sur l'accès aux lois
- le Comité sur l'accès aux services juridiques

L'objectif de cette consultation publique était d'associer les citoyens et les citoyennes à la définition des **orientations, des thèmes et des enjeux** susceptibles d'orienter les priorités futures de l'Institut





Pour donner suite aux résultats et aux études menés par les comités de suivi de la GADJ, l'IQRDJ souhaite initier des États généraux sur la Justice en 2024-2026.

Cinq (5) rapports ont été produits sur les priorités suivantes :

Priorités confiées au Comité sur la participation citoyenne

P4

Réaliser un bilan des formes de participation déjà expérimentées au Québec et à l'étranger, des principes sur lesquels elles reposent, et de leur potentialité à permettre aux citoyens et aux citoyennes de contribuer concrètement à l'élaboration des lois.

P6

Expérimenter un dispositif de consultation législative et de suivi des recommandations qui en sont issues, favorisant l'inclusion des citoyens et des citoyennes de toutes conditions sociales, en explorant notamment les possibilités offertes par les technologies numériques.

Priorités confiées au Comité sur l'accès aux lois

P1

Répertorier les modèles de diffusion existants en matière d'information juridique, de manière à en faciliter l'accès, tant en milieu scolaire qu'au sein de la société, et qu'à cette fin, le Comité sur l'accès aux lois constitue une table de concertation regroupant les parties prenantes : citoyens et citoyennes, organismes sans but lucratif, ordres professionnels, magistratures, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, etc.

P8

Analyser les supports qui rendraient la présentation des textes de loi plus intelligible pour les citoyens et les citoyennes, en privilégiant notamment l'organisation de l'information, l'utilisation des technologies numériques et la production de documents d'accompagnement.



Priorités confiées au Comité sur l'accès aux services juridiques

P12

Cibler notamment les groupes vulnérables, les populations régionales et les communautés autochtones dans tout projet visant un meilleur accès au droit, qu'ils soient limités par l'analphabétisme, les inaptitudes numériques, les difficultés linguistiques ou l'isolement géographique, particulièrement en diversifiant le rôle des juristes œuvrant au sein des cliniques juridiques et des organismes sans but lucratif.

P13

Établir un bilan des innovations qui ont été introduites au cours des dernières années dans le système de justice, y compris en matière de justice alternative, pour identifier les progrès réalisés et les lacunes à combler.

P14

Étudier les pratiques juridiques contemporaines dans une perspective visant à rendre ces services abordables et adaptés aux besoins réels et diversifiés des citoyens et citoyennes, de même que les mécanismes efficaces de contrôle de ces pratiques.

P3

Explorer les modes d'intervention sociale permettant d'aborder les questions juridiques dans une perspective transversale, en favorisant tout particulièrement une prise en charge multidisciplinaire et interprofessionnelle des réalités vécues par les citoyens et les citoyennes.



Collaborations externes

Coopération sur le plan canadien

FOLRAC-FORDC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada)

L'IQRDJ accorde une grande importance à entretenir et développer des relations avec les institutions qui poursuivent une mission semblable à la sienne. C'est notamment le cas des autres organismes de réforme du droit au Canada réunis au sein de la FORDC, à laquelle l'IQRDJ a adhéré.

Tout au long de l'année 2023-2024, les membres de l'IQRDJ ont régulièrement communiqué avec les membres de la FORDC. Les 30 et 31 mai 2024, l'IQRDJ a organisé la rencontre annuelle de la FOLRAC à Montréal, avec le soutien du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC) et de la Commission du droit du Canada (CDC), du Centre de recherche en droit public (CRDP) et du Laboratoire de cyberjustice de l'Université de Montréal.

Cette rencontre annuelle des Commissions et Instituts de réforme du droit des différentes provinces canadiennes est l'occasion pour l'IQRDJ et les autres représentants de se réunir pour s'informer mutuellement des travaux qu'ils ont chacun entrepris au cours de la dernière année et qu'ils prévoient réaliser à l'avenir. Les représentants peuvent ainsi partager leurs expériences, leurs succès et les défis qu'ils ont rencontrés dans le cadre de leurs travaux.

Un aspect important des rencontres de la FORDC qui occupe également une place centrale dans la mission de l'IQRDJ, concerne l'éducation du public sur le rôle des organismes de réforme du droit et l'inclusion du public dans les réformes du droit et de la justice.

L'IQRDJ accorde une grande importance à entretenir et développer des relations avec les institutions qui poursuivent une mission semblable à la sienne.



La Commission du droit du Canada

Au niveau fédéral, la professeure Shauna Van Praagh a été nommée à la présidence de la Commission du droit du Canada. Elle est entrée en fonction le 6 juin 2023 et rencontre régulièrement l'équipe permanente de l'IQRDJ. La création de la Commission du droit du Canada représente une occasion privilégiée de consolider les liens entre l'IQRDJ et les autres organismes de réforme du droit du Canada, notamment en favorisant la conception de projets sur les thèmes qui intéressent en priorité le gouvernement fédéral (racisme, droits autochtones et environnement) ou qui exigent un certain travail d'harmonisation fédérale-provinciale des lois.

La Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada

L'IQRDJ est particulièrement soucieux de la place du droit civil au sein de l'ordre juridique canadien et participe aux rencontres et travaux de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC). L'IQRDJ a été particulièrement actif dans le cadre de la Conférence tenue à Edmonton en août 2022 au cours de laquelle il a proposé un projet sur l'harmonisation des dispositions juridiques régissant les actions collectives au Canada. Maya Cachecho, la directrice scientifique de l'IQRDJ, continue à assurer la présidence du Groupe de travail sur l'harmonisation du droit des sociétés en nom collectif et des co-entreprises (joint-ventures) au Canada. Elle a présenté le rapport d'étape à la CHLC de Charlottetown en août 2023.





Collaboration internationale

L'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ)

L'équipe de l'IQRDJ a rencontré les membres de l'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice ([IERDJ](#)) à Paris en octobre 2022, puis à Montréal en mai 2023. Un partenariat a été signé entre les deux instituts sur cinq (5) ans. L'Institut français mène des travaux relativement similaires à ceux de l'IQRDJ. L'IQRDJ s'est associé avec l'IERDJ afin de proposer la création d'un Réseau international de l'innovation en Justice.

Ce projet biennal a été retenu pour financement par la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ).

Le projet comporte deux volets :

1. un colloque international qui se déroulera à Paris les 15 et 16 novembre 2023
2. deux journées d'étude qui se tiendront à Montréal en septembre 2024

Il s'agit d'une opportunité sans précédent de partager les avancées de la recherche interdisciplinaire sur les innovations institutionnelles en matière de droit et de justice.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Le professeur Pierre Noreau, président de l'IQRDJ, a participé à la Journée des réseaux institutionnels de la Francophonie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est déroulée à Paris. Le 12 octobre 2022, l'OIF organisait une journée de réflexion sur l'engagement de la Francophonie en faveur de l'indépendance des juges, magistrats et pouvoirs judiciaires.

L'événement a été une opportunité pour faire connaître l'IQRDJ à l'international et faire valoir la nécessité de la présence d'un tiers de confiance du type de l'IQRDJ lorsque des projets de réforme visant la justice sont susceptibles d'affecter les garanties d'indépendance dont doit bénéficier l'institution judiciaire.



Gouvernance, fonctionnement et administration

La mise sur pied de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ), a exigé dès la première année, un important travail de structuration et l'établissement de procédures internes capables de garantir l'indépendance de l'IQRDJ. Ces conditions de gouvernance influent également sur la pérennité de ses activités.



Statut de l'Institut

Au cours de l'année 2022-2023, l'IQRDJ a complété et déposé ses démarches pour l'obtention du statut d'organisme de bienfaisance.

Rappelons que l'IQRDJ a été créé par voie d'incorporation, il a obtenu un enregistrement à la TPS, à la TVQ et à la DAS (déduction à la source).

Sur le plan comptable, sa gestion est assurée par la firme Gestias. L'IQRDJ a retenu les services d'un auditeur chargé d'établir annuellement les États financiers de la corporation (Désormeaux Patenaude). Les comptes de l'IQRDJ sont hébergés à la Caisse Desjardins.

Gouvernance de l'Institut

L'IQRDJ a adopté un plan stratégique pour les trois prochaines années.

En 2023-2024, le statut de chercheurs associés a été établi par l'IQRDJ. Plus d'une quarantaine (40) de chercheurs ont collaboré au développement ou aux projets de l'IQRDJ et sont susceptibles de joindre le rang de chercheurs associés.

L'année 2023-2024 a permis de tester la pertinence et le bon fonctionnement des structures de l'IQRDJ : Conseil de l'Institut, Comité exécutif et Comité scientifique. L'IQRDJ s'est assuré du remplacement graduel des membres sortants de l'IQRDJ, notamment du fait de leur nomination à la magistrature.

Quatre nouveaux comités ont été créés :

- Gouvernance et éthique ;
- Ressources humaines ;
- Communications ;
- Audit et financement.

Le Site Web de l'IQRDJ présente le profil des membres actuels siégeant sur les instances de même que les titulaires des responsabilités qui incombent à ses dirigeants.



Le tableau ci-dessous présente une liste des membres de l'IQRDJ en date du 17 juin 2024.

MEMBRES DE L'IQRDJ 2023				
NOM	ORGANISME DE RATTACHEMENT	ANNÉE	RENOUVELLEMENT	FIN DE MANDAT
Elizabeth Corte	Comité initiateur « secrétaire »	2019	2022 CE	2024
Jennifer Fafard-Marconi (vacances de Geeta Narang)	CJP (communautaire)	(2019)* 2021	Tacite 2020, 2022	2024
Anne-Marie Delisle	MJQ	2024	2021, 2023	2030
Jean-Luc Martel	Représentant du public	2019	2021, 2023	2025
Poste vacant (Hélène Piquet candidate)	UQAM	2024	2026, 2028	2030
Christiane Brizard	Ordre des Comptables (ordres professionnels)	2019	2021, 2023	2025
Jean-Frédéric Ménard (vacances de Mathieu Devinat)	USherbrooke	(2020) 2021	2021, 2023	2025
Poste vacant (Charlaine Bouchard candidate)	Chambre des Notaires	2024	2026, 2028	2025
Ariane Charbonneau	Éducaloi (communautaire)	2019	2021, 2023, 2024	2025
Richard Janda	McGill	2019	2021, 2023, 2024	2025
Valérie Tardif (vacance d'Alexander Pless)	Justice Canada	(2019) 2021	2021, 2023, 2024, 2025	2027
Pierre E. Audet	Comité initiateur « conseiller »	2019	2022 CE, 2023, 2024	2026
François Rolland	Comité initiateur	2019	2022 CE, 2023, 2024	2026
Nathalie Chalifour (vacances de Claudie Bélanger)	Cour du Québec (magistrature)	2024	2026, 2028	2030
Pierre Noreau	UdM, Président	2019	22021, 2023, (2025)	2027
Jacques Boulanger (vacances de Sylvain Bourassa)	Comité initiateur « Vice-présidente »	(2019)* 2020	2021, 2023, 2024, 2025	2027
Nadine Vollant	Représentant du public	2024	2026, 2028	2030
Christine Morin	ULaval	2023	2025, 2027	2029
Audrey Ferron-Parayre	UOttawa	2023	2025, 2027	2029
Adeline Audrerie	UQO	2023	2025, 2027	2029
Alexander Pless	Cour supérieure (magistrature)	2023	2025, 2027	2029
Jean-Bernard Trudeau	Représentant d'un ordre non-juridique	2024	2026, 2028	2030

Activités des instances de l'IQRDJ

Les instances de l'IQRDJ se sont réunies sur une base régulière selon un calendrier prédéfini :

SÉANCES DU CONSEILS DE L'INSTITUT	SÉANCES DU COMITÉ EXÉCUTIF
20 septembre 2023	23 août 2023
1 ^{er} novembre 2023 (séance spéciale)	13 septembre 2023
13 décembre 2023	11 octobre 2023
20 mars 2024	8 novembre 2023
17 juin 2024	6 décembre 2023
	17 janvier 2024
	24 janvier 2024 (séance spéciale)
	14 février 2024
	13 mars 2024
	17 avril 2024
	15 mai 2024
	28 mai 2024
	5 juin 2024



Le Comité scientifique

Plusieurs rencontres et échanges du Comité scientifique ont été nécessaires pour le développement des projets de recherche.

Personnel d'administration et de recherche

Administration

Au cours de l'année 2023-2024, les fonctions suivantes ont été occupées par divers professionnels au sein de l'IQRDJ :

FONCTION	NOMS
Directrice générale	Alexandra Pasca
Conseiller aux instances	Raphael Scarborough
Chargée de projet – volet recherche	Valentine Fau
Chargé de projet – volet participation citoyenne	Yan Sénéchal
Coordonnatrice de projets	Hana Kara
Soutien à l'organisation des Comités GADJ	Inaara Haydari et Ana-Maria Morosanu



Projets de recherche

28 étudiants au baccalauréat (7), à la maîtrise (5) et au doctorat (13), ainsi que (3) postdoctorants ont été engagés dans les différents projets de recherche de l'IQRDJ

PROJET JUSTICE MUNICIPALE (DE PROXIMITÉ)

Frédéric St-Pierre, baccalauréat, Udm

Nicolas Aubin Audet, baccalauréat, Udm

PROJET RÉGIMES D'EXCEPTION

Javiera Araya-Moreno, doctorante, Concordia

Siwar Cherif, postdoctorant, UdeS

Camille Delpech, doctorante, ULaval

PROJET CAMÉRAS PORTATIVES DES POLICIERS

Itizez Slama, doctorante, ÉNAP

Brigitte Poirier, doctorante, Udm

Vicky Hotte, maîtrise, Udm

PROJET JUSTICE DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE

Valentine Fau, doctorante, Udm

Élizabeth Godbout, postdoctorante, ULaval

Claudia Xavier-Bonifay, baccalauréat, UQAM

Arianne Marois, doctorat, UQTR

Naomie Quirion, doctorat, UQTR

Marc Atallah, baccalauréat, Udm

Simon Carrier, doctorat, Udm

PROJET JUSTICE EN LIGNE (VIRTUELLE)

Luka Théo Sanchez, baccalauréat, Udm

Javiera Araya-Moreno, postdoctorante, Udm

PROJET ÉVALUATION DE LA POLITIQUE AI DE SOQUIJ

Sylvain Longhais, maîtrise, Udm

Valentin Callipel, maîtrise, Udm

PROJET ENCADREMENT DE L'IA

Philippe Brault, baccalauréat, Udm

Jie Zhu, maîtrise, Udm

Aurore Clément Troussel, doctorante, Udm

PROJET JUSTICE ET SANTÉ MENTALE

Ingrid Demoly, doctorante, UdeM

Élizabeth Rodrigues, maîtrise en sciences sociales, UdeS

Chloé Demuynck, doctorat en anthropologie, ULaval

Maude Boucher-Réhel, doctorat en criminologie, UdeM

Cindy Lufuluabo, maîtrise en santé publique, UdeM

Luka Théo Sanchez, doctorant, UdeM

Mariya Teodosieva, baccalauréat, McGill

PROJET HARMONISATION DES LOIS EN ACTIONS COLLECTIVES

William Gogas, baccalauréat, McGill

Udm = Université de Montréal
 UdeS = Université de Sherbrooke
 ULaval = Université de Laval
 McGill = Université McGill
 UQAM = Université du Québec à Montréal
 UQTR = Université du Québec à Trois-Rivières
 CON = Université Concordia
 ÉNAP = École nationale d'administration publique

Communication

La communication publique est une exigence inhérente aux activités de recherche et de participation de l'IQRDJ dont la fonction est de nature collective. Les rapports de recherche produits à la demande de l'IQRDJ ont ainsi vocation à être publiés et les événements de l'IQRDJ sont de nature publique.

Cette année 2023-2024, l'IQRDJ a revu son image visuelle et son logo.

Sur le plan des communications visuelles, l'IQRDJ alimente de façon continue un site WEB, dans lequel sont publiés les rapports de recherche produits par l'Institut et les conclusions de ses activités de consultation. Le site sera d'ailleurs mis à neuf au courant de l'automne 2024. Par ailleurs, l'IQRDJ est maintenant actif sur LinkedIn.

En quelques mois, l'IQRDJ y a fait plus d'une cinquantaine de publications soit environ 2 publications par semaine et a recueilli à ce jour plus de 1 299 abonnés. L'IQRDJ y partage des communications axées sur les travaux et les événements réalisés par l'IQRDJ ainsi que l'actualité relative aux réformes du droit et de la justice.



+ de 80 publications

+ 80

plus de 1 299 abonnés

+ 1 299

l'IQRDJ est maintenant
actif sur LinkedIn.



Sur le plan des communications scientifiques et publiques, l'IQRDJ a participé à plusieurs événements de mobilisation des connaissances qui lui ont permis de faire rayonner ses travaux et sa mission.

Ces événements sont brièvement décrits ci-dessous :

Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada

L'IQRDJ est invité depuis 4 ans à la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, une rencontre annuelle au cours de laquelle il assure la présence de la tradition de droit civil dans le cadre des projets menés par la Conférence ou à son initiative. **Août 2022**

Balado sur les Caméras corporelles

L'IQRDJ a participé à un Balado sur le port des caméras portatives par les policiers. Il a été réalisé dans la foulée du rapport produit par l'IQRDJ sur la question en septembre 2023. Le Balado a rejoint plus de 230 abonnés, avec plus de 5 000 auditions. **Avril 2024**

Conférence annuelle FOLRAC-FORDC

L'IQRDJ a organisé la conférence FOLRAC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada) à Montréal. L'évènement réunit chaque année les Commissions et Instituts de réforme du droit à travers le Canada. La conférence a réuni plus de 25 conférenciers issus d'organismes de réforme du droit de sept (7) provinces et (3) trois pays (France, Angleterre, Canada), ainsi que des organismes publics et communautaires oeuvrant à la réforme du droit et de la justice. Plus d'une cinquantaine (50) de participants étaient présents, en ligne ou en personne, pendant les deux journées de la Conférence. **Mai 2023**

Conférence des Juristes de l'État

L'IQRDJ a été invité à participer à la Conférence des Juristes de l'État, à Québec. Le Président, Pierre Noreau, y a notamment rappelé la mission et les projets de l'IQRDJ. **Juin 2024**



Financement et partenariats

L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) poursuit ses activités avec le soutien de plusieurs ministères et plusieurs organismes québécois et canadiens.

Cette diversité de financement est une condition de son indépendance. La direction tient à remercier les partenaires qui soutiennent financièrement et matériellement (ex: prêt locaux et personnel) le fonctionnement et la mission de l'IQRDJ : le ministère de la Justice du Québec, le Fonds d'études notariales de la Chambre des notaires, Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), le Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal et le Barreau du Québec.

Justice
Québec

 **SOQUIJ**

Fonds d'études
notariales

 Chambre
des notaires


Université
de Montréal

Barreau
du Québec 



Les démarches auprès des acteurs publics et institutionnels susceptibles de favoriser le financement et le développement des activités de recherche de l'IQRDJ ont été nombreuses et continues, tout au long de l'année 2022-2023.

Plusieurs institutions et organismes contribuent également au financement de l'un ou l'autre des projets de l'IQRDJ, citons notamment :

- Faculté de droit de l'Université de Montréal
- Département des sciences juridiques de l'UQAM
- Faculté de droit de l'Université d'Ottawa
- Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke
- Faculté de droit de l'Université McGill
- Faculté de droit de l'Université Laval
- Secrétariat aux affaires canadiennes du Québec
- Fondation du Barreau du Québec
- Ministère de la Justice du Québec
- Ministère de la Sécurité publique
- Fonds d'études notariales de la Chambre des notaires, le ministre responsable des relations canadiennes et de la francophonie canadienne
- Office de consultation publique de Montréal et
- Commission permanente de coopération franco-québécoise

Au cours de l'année 2023-2024, des démarches ont été entreprises pour la signature d'un protocole avec les partenaires de l'IQRDJ.

L'objectif de ce protocole est d'assurer la pérennité financière et matérielle de l'IQRDJ, son indépendance et la publicité de ses travaux.



Rapport d'activités

2023-2024

Préparé par

Pierre Noreau, Président

Alexandra Pasca, Directrice générale

Rapport d'activités daté du 17 juin 2024

